

***Uni par la langue?***  
***Les opinions et les perceptions des Franco-Québécois et des Franco-Ontariens***

Mike Medeiros, Université de Montréal  
Patrick Fournier, Université de Montréal

**Résumé:**

Le Canada est souvent analysé sous l'optique de son clivage linguistique. Certes, la distinction entre les francophones et les anglophones représente un facteur incontournable du paysage politique canadien. Toutefois, ce constat présuppose une certaine cohésion parmi chacun des deux groupes. La réalité, par contre, semble être toute autre. On considère généralement que la révolution tranquille a permis aux Québécois de développer une identité collective distincte de celle des autres francophones au Canada; une distinction qui se serait manifestée par la suite dans leurs préférences politiques, notamment en faveur de l'indépendance du Québec. Cependant, il est important de mesurer empiriquement le niveau d'homogénéité des francophones au Canada. Représentent-ils une entité cohésive ou sont-ils constitués de groupes divergents? Il existe présentement un vide académique important à cet égard.

Cette étude examine une question clé: les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois possèdent-ils des attitudes politiques semblables? Pour répondre à cette question, nous avons réalisé un sondage parmi quelques centaines d'étudiants universitaires Franco-Québécois et Franco-Ontariens. Ces données nous offrent l'occasion unique de cerner les préférences sociopolitiques des deux collectivités ainsi que leurs perceptions de la situation linguistique au pays. Cette comparaison des deux groupes nous permet de déterminer si les Québécois font partie des Franco-Canadiens ou s'ils représentent effectivement une société politiquement distincte. Cette étude s'avère pertinente pour la compréhension des groupes linguistiques au Canada et pour jauger le potentiel de cohésion / division entre ceux-ci.

Le constat que le Québec est politiquement distinct du reste du Canada (ROC, *Rest of Canada*) est généralement accepté. On n'a qu'à regarder son système partisan fédéral pour réaliser qu'il est en fait différent: l'existence et la force du Bloc québécois incarne cette spécificité. Communément, cette distinction politique entre le Québec et le ROC est attribuée à la langue. Le Québec est la seule province à majorité francophone, tandis que tous les autres états fédérés canadiens sont dominés par les anglophones. L'aspect linguistique mènerait alors les deux entités à avoir des sociétés différentes.

Par contre, le Québec n'est pas le seul territoire où résident des francophones au Canada. Le pays, contrairement à la Belgique par exemple, n'a pas une territorialisation rigide de ces communautés linguistiques. Les Franco-Ontariens sont un groupe francophone qui est implanté depuis longtemps à l'extérieur du Québec. En plus de partager la même langue avec les francophones du Québec, les Franco-Ontariens possèdent aussi les mêmes origines qu'eux. Alors que les différences politiques entre le Québec francophone et le ROC anglophone sont bien établies

(Lipset 1990; Noël 2009, 2010; Fafard et al. 2010), les études ne semblent pas avoir exploré si cette dichotomie politique s'étend aussi aux Franco-Ontariens. Est-ce que les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens sont politiquement semblables, car ils sont tous deux des groupes francophones dans un Canada à majorité anglophone; ou sont-ils politiquement distincts, puisqu'ils proviennent de deux provinces différentes? En autres mots, est-ce que les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens sont unis par la langue?

Cette étude veut répondre à ces questions, et ainsi contribuer à la compréhension du comportement politique des francophones au Canada. Pour y arriver, nous avons réalisé une analyse quantitative basée sur un sondage qui a été administré à des francophones au Québec et en Ontario. La structure de cet article est la suivante. D'abord, une section présente brièvement les historiques des Franco-Québécois et des Franco-Ontariens. Ensuite, une réflexion vise à cerner des similarités et des distinctions possibles entre les deux groupes. Subséquemment, les résultats de l'analyse sont exposés. Finalement, il y a une discussion de la portée et des limites de cette étude.

### **Un peuple qui s'est divisé**

Malgré le fait que les francophones au Québec et en Ontario sont séparés par une frontière provinciale, ils ont des liens en commun. Évidemment, ils partagent un même langage, mais ces deux groupes ont aussi les mêmes racines. Par contre, l'histoire et les conditions sociopolitiques qui unissaient ces frères francophones se sont effritées avec les changements radicaux des années 1960. Depuis cette période, le peuple canadien français est divisé, et les francophones du Québec et de l'Ontario sont devenus des groupes distincts avec des identités distinctes. Un bref historique des Canadiens français et de leurs descendants, les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens, permettra ainsi de mieux comprendre les rapports entre ces deux groupes francophones.

#### *Les Canadiens français*

Avant les années 1960, les francophones au Canada étaient formés principalement de deux groupes: les Acadiens et les Canadiens français. Le premier groupe provient des provinces maritimes et est aussi l'ascendant des Cajuns, alors que le deuxième groupe retrace ses origines au Québec et ses membres se sont par la suite aventurés vers l'Ouest. Quoique les deux groupes aient des racines communes, celles de la colonisation de la Nouvelle-France, leurs histoires collectives qui ont façonné leurs identités sont bien différentes, car ils n'ont pas partagé les mêmes expériences formatrices (Robert 1975).

En ce qui concerne plus spécifiquement le second groupe de francophones canadiens, leur histoire est marquée par une unité forgée par leur statut minoritaire. L'appellation Canadien français fait son apparition vers 1820. Les francophones des deux Canadas voulaient alors se démarquer des anglophones qui commençaient à s'appeler '*Canadians*' (Frenette 1998). Cette nouvelle identité n'est pas seulement linguistique, elle est aussi profondément liée à la foi catholique; les deux éléments les plus marquants qui distinguent le groupe. Après la Confédération, le statut minoritaire au Canada des Canadiens français forge un sentiment d'unité parmi le groupe, un sentiment qui aide à mieux se défendre contre la discrimination dont ils sont victimes; et le Québec joue un rôle de premier plan dans ce combat. Dans ce contexte, le Québec avait l'obligation d'aider tous les Canadiens français car, en tant que minorité linguistique et

religieuse, « chacun d'entre eux est d'une aide précieuse dans la lutte pour la survivance » (Martel 1997, 171). Cependant, l'unité parmi les francophones et le rôle de leader canadien français du Québec prend fin durant la révolution tranquille. Les Canadiens français qui avaient jusqu'alors une forte identité nationale se scindent. Ce processus de fragmentation identitaire remet en cause la vision commune de la francophonie canadienne (Cardinal 1994). Cette segmentation est devenue, pour certains, irréversible, avec pour conséquence que le peuple canadien français aurait arrêté d'exister (Frenette 1998).

### *Les Franco-Québécois*

La révolution tranquille n'était pas seulement la source de profonds changements sociopolitiques au Québec, elle est aussi la cause de la fragmentation des Canadiens français. Avant la révolution tranquille, le nationalisme québécois était essentiellement un nationalisme canadien français catholique (Bernard 1998). Mais, les profonds changements de cette révolution sociale ont eu pour conséquence de recentrer le nationalisme de la société québécoise sur le territoire québécois. Les inégalités linguistiques dont souffraient les francophones ne pouvaient plus être tolérées (McRoberts 1997). Pour remédier à ce désavantage linguistique, l'accent est mis sur le Québec, car il est le seul territoire canadien où l'État était contrôlé par des francophones (Martel 1997). Le fait de ce concentrer sur le Québec comme véhicule de changement provoque alors une distanciation non seulement avec le Canada anglais, mais aussi avec les autres francophones au Canada (Martel 1997; Karmis & Gagnon 2001).

Dans le discours politique néo-nationaliste québécois des années 1960, il est naturel que le Québec devienne un territoire national car il contient la majorité des francophones au Canada (McRoberts 1997, 2003). De ce fait, l'abandon des confrères canadiens français est justifié par la perception qu'ils sont voués à l'assimilation aux mains des anglophones (Robert 1975; Martel 1997; Bernard 1998). Ce sentiment est bien représenté par le constat de René Lévesque décrivant les francophones hors Québec comme des '*dead ducks*' (voir Martel 1997). Alors, pour la nouvelle société québécoise, la diaspora canadienne française doit retourner au bercail si elle veut vivre en français (Frenette 1998). Cette auto-concentration du Québec et la distanciation envers les autres francophones qui en résulte provoquent la fragmentation de l'identité canadienne française. Les francophones du Québec deviennent des Québécois qui se reconnaissent dans leur langue et leur territoire. De ce fait, ils excluent les francophones outre-frontières (Lévesque 1968; Martel 1997).

Néanmoins, l'identité québécoise qui a vu le jour durant les années 1960 n'est pas restée fixe. D'une identité qui était centrée sur les Franco-Québécois, elle est devenue plurielle (Maclure 2000). L'importance placée sur le territoire québécois a poussée l'identité québécoise à devenir une identité civique plutôt qu'ethnique. Une situation qui force certains à se demander si les Québécois ont perdu leurs balises identitaires (Bock-Côté 2007). En ce qui concerne les francophones du Canada, cette nouvelle identité québécoise, plus ouverte et plus confiante, a mené le Québec à arrêté de rabaisser leurs confrères hors Québec, choisissant plutôt un rapprochement avec eux (McRoberts 2003).

### *Les Franco-Ontariens*

Malgré le fait que les francophones de l'Ontario sont pour la plupart des descendants d'émigrants

Franco-Québécois qui s'y sont installés vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et le début du 20<sup>ème</sup> siècle, la période de la révolution tranquille résulte en une claire démarcation identitaire entre ces deux groupes. Mais ce n'est pas pour dire que l'identité Franco-Ontarienne n'existait pas antérieurement. En effet, Frenette (1998) argumente que les origines de cette identité remontent à une lutte pour préserver leurs droits linguistiques. Le gouvernement ontarien adopte en 1912 une mesure, le Règlement XVII, qui vise à limiter l'usage du français et à faire de l'anglais la principale langue d'enseignement dans les écoles fréquentées par les élèves francophones. La bataille commune que livrent les francophones en Ontario contre ce règlement les unira et les mènera à se voir comme un groupe distinct; néanmoins, un groupe qui était encore canadien français.

C'est le repli identitaire et territorial des francophones au Québec durant la révolution tranquille qui force les autres Canadiens français à s'attacher à leur territoire, une caractéristique qui est évidente dans l'appellation Franco-Ontarien (Juteau-Lee & Lapointe 1983; Martel 1997). Le territoire des francophones remplace alors la foi catholique en tant que leur second grand marqueur identitaire. Ce nouvel attachement territorial conduit les Franco-Ontariens, à leur tour, à rejeter le concept que le Québec est le territoire national des Canadiens français (Frenette 1998).

Mais en s'identifiant plus à leur territoire qui est à majorité anglophone, l'identité franco-ontarienne prend une caractéristique biculturelle (Bernard 1998). Les Franco-Ontariens sont obligés d'abandonner la notion de survivance et d'arrêter de s'isoler des anglophones (Juteau-Lee & Lapointe 1983). Cette ouverture à la société majoritaire de l'Ontario a, selon Bernard (1988), mené à une réalité caractérisée par la minorisation, la dispersion, la bilinguisation et l'exogamie, tous des facteurs qui menacent la survie des francophones en Ontario.

La période post-révolution tranquille est aussi un temps d'introspection collective pour les francophones en Ontario. L'appellation Ontarois est alors inventée en 1979 pour contrer le statut de subordonné que le terme Franco-Ontarien représenterait (Grisé 1982). Mais la plupart des francophones de l'Ontario préfèrent rester avec le nom de Franco-Ontarien; une identité qui met l'accent sur leur langue et leur territoire (Juteau-Lee & Lapointe 1976; Boissonneault 1996).

Comme l'explique Frenette: « les mutations identitaires ont toujours été au centre de l'expérience des francophones en Amérique » (1998, 197). Les historiques des Canadiens français, des Franco-Québécois et des Franco-Ontariens illustrent bien ce fait.

### **Une langue, deux peuples?**

Ce n'est pas un secret que les préférences politiques du Québec et du ROC divergent (LaSelva 1996; McRoberts 1997; Gagnon 2006a; 2006b). Cependant, ces deux entités sont des territoires qui possèdent des populations plurielles. Nonobstant des majorités linguistiques évidentes, leurs résidents ne sont pas des groupes linguistiques homogènes. Alors, on ne peut être certain que les différences politiques entre le Québec et le ROC proviennent des groupes linguistiques qui forment leurs majorités, ou si elles sont reliées au territoire et à l'histoire. De plus, on ne sait pas si les francophones du Québec et ceux de l'extérieur sont également distincts dans leurs attitudes politiques. Les francophones au Québec et en Ontario partagent un langage, mais aussi des racines communes et une histoire lointaine conjointe. Par contre, cette unité a semblé être

fragmentée par les changements sociopolitiques générés par la révolution tranquille. Toutefois, on doit encore se demander si les francophones du Québec et de l'Ontario sont unis par la langue ou s'ils sont séparés par le territoire et l'histoire?

Pour répondre à cette question, il est important de prendre en compte le fait que les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens sont membres du même groupe linguistique. Cela peut être un élément essentiel, car les groupes ethniques sont une référence politique pour leurs membres (Page & Jones 1979; Conover 1984; Wilcox & et al. 1993; Miller & Shanks 1996; Layman 2001). De plus, depuis près de soixante ans, diverses études ont démontré que l'appartenance à des groupes ethniques est une caractéristique centrale du comportement politique au Canada (Meisel 1956, 1973; Regenstreif 1963; Laponce 1972; Irvine & Gold 1980; Johnston et al. 1992; Nevitte 2000; Blais et al. 2002; Blais 2005; Gidengil et al. 2006, 2009). Voyant qu'au Canada la distinction ethnique la plus saillante est évidemment la langue, l'aspect qui forme les 'deux solitudes', les membres d'un groupe linguistique devraient selon Horowitz (1985) avoir des comportements politiques uniformes. Si cette logique tient la route, cela voudrait alors dire que les francophones devraient avoir des attitudes politiques similaires. Cependant, il faut retenir que depuis la révolution tranquille l'identité unitaire canadienne française s'est fractionnée. Le résultat fut l'émergence de plusieurs groupes francophones, des groupes distincts qui pourraient avoir des intérêts sociopolitiques différents.

Plus concrètement, sur quelles dimensions devrait-on examiner le niveau de cohérence politique des Franco-Québécois et Franco-Ontariens? Une première dimension à considérer est la perception des membres de ces deux groupes envers les entités politiques. Perçoivent-ils les entités politiques de façons différentes? Martel (1997) indique que le Canada tout entier était le territoire des Canadiens français. Mais le gouvernement fédéral a souvent représenté la force dominante de la majorité anglophone, notamment avec les engagements lors des grandes guerres. Cette perception d'infériorité institutionnelle envers les anglophones est certes une des grandes raisons qui explique le repli sur le Québec des Franco-Québécois. Par contre, les années 1960 n'ont pas seulement mené à des changements au Québec, le gouvernement du Canada a aussi entamé une métamorphose pour devenir le protecteur des minorités francophones. Comme l'indique Frenette (1998), la loi des langues officielles a permis de grands avancements pour ces communautés francophones moribondes. Cette loi et les institutions fédérales qui y sont affectées ont redonné une force aux francophones hors Québec (Chaput-Rolland 1990; Martel 1997). Ceux-ci se sont tournés vers le fédéral (Frenette 1998). Les francophones hors Québec ne se voient alors plus dans le nouveau Québec (Martel 1997). Mais ils ont quand même besoin d'un Québec fort pour leur propre survie (Gauthier 1990), et plusieurs auraient ainsi conservé une certaine identification au Québec (Juteau-Lee & Lapointe 1983).

Cependant, la loi des langues officielles s'attaque à la volonté du Québec d'être le berceau du français au Canada et de pouvoir adopter sa propre politique linguistique (Karmis & Gagnon 2001). Le Canada, par ses politiques linguistiques et son '*nation building*', est perçu par un grand nombre de Québécois comme menaçant pour leur identité principale (McRoberts 1997; Seymour 2001); les francophones au Québec étant principalement attachés au Québec plutôt qu'au Canada (McRoberts 1997). Le renouveau identitaire de la révolution tranquille a amené les francophones au Québec à se distancier non seulement des anglophones au Canada mais aussi des francophones hors Québec (Karmis & Gagnon 2001). Ils se distancient alors du Canada tout entier. Néanmoins, plusieurs Québécois demeurent attachés d'une façon ou d'une autre au Canada (McRoberts

1997).

La fragmentation de l'identité canadienne française a mené à une identification plus importante avec le territoire provincial. Ainsi, les nouveaux combats politiques pour les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens avaient principalement lieu dans la sphère provinciale (Juteau-Lee & Lapointe 1983). Il ne serait alors pas surprenant de constater que les réalités différentes des Franco-Québécois et des Franco-Ontariens résultent en un attachement différent envers les entités politiques.

Les valeurs forment la deuxième dimension importante qui doit être examinée. Le Québec est généralement reconnu comme étant plus à gauche alors que le Canada serait plus à droite (Bock-Côté 2007). Plusieurs études démontrent ainsi que les Québécois sont en effet différents; ils préfèrent un gouvernement plus interventionniste, ils sont moins sévères envers les criminels, ils sont plus égalitaires, ils sont tout simplement plus social-démocrates (Lipset 1990; Noël 2009, 2010). L'appartenance au Québec serait alors déterminée par ses valeurs soi-disant distinctes (Bock-Côté 2007). Les Franco-Québécois ont aussi démontré une récente sensibilité envers l'immigration. Cette préoccupation envers l'immigration semble être causée par une perception de précarité de leur culture et de leur langage (Gagnon & Iacovino 2006). Une situation qui a menée à la notoire Commission Bouchard-Taylor. Mais les valeurs sociales ne semblent pas être les seules valeurs sur lesquelles les Québécois se distinguent; ils paraissent aussi avoir des valeurs politiques différentes de celles des autres Canadiens (Fafard et al. 2010). Cependant, la Charte des droits et libertés, qui a incité tant de passion au Québec, aurait débouché sur l'uniformisation des valeurs au Canada (Woerhrling 2006). Ainsi, les valeurs fondamentales ne seraient pas si différentes entre les Québécois et les autres Canadiens.

Pour ce qui est des francophones hors Québec, avant la révolution tranquille, la majorité des Canadiens français avaient des valeurs semblables basées sur le Catholicisme (Martel 1997). Par contre, après la révolution tranquille, l'ancre culturelle n'était plus la foi, elle est plutôt devenu la province (Juteau-Lee 1976). Pourtant, rien ne permet de savoir si les Franco-Ontariens auraient des valeurs semblables aux autres Ontariens ou si elles seraient plutôt en lien avec leurs confrères francophones au Québec.

La troisième dimension qui doit être explorée est les enjeux politiques et linguistiques. Compte tenu que les politiques au Canada ont souvent d'importantes répercussions sur le débat linguistique au pays, il est nécessaire de déterminer l'unité ou la division politique qui existe entre ces groupes francophones. Dans le passé, les francophones étaient une force politique uniforme. Des événements comme la pendaison de Louis Riel et la crise de la langue d'enseignement en Ontario poussent les Canadiens français à agir comme un bloc politique (Savard 1993; Frenette 1998). Cette unité de la part des Franco-Québécois envers leurs confrères, selon Martel (1997), provenait de la volonté de défendre la notion des deux nations de Bourassa. Mais à partir des années 1960, les néo-nationalistes québécois « transforment la théorie de dualité de Bourassa en théorie de deux État-Nations » (142). Ce projet de nation québécoise plutôt que de nation canadienne française a mené le Québec, et par ce fait le Canada tout entier, à se concentrer sur la structure constitutionnelle canadienne pour faire une place à cette nouvelle nation (Russell 2004). Ces débats constitutionnels ont causé plusieurs crises, dont une des plus graves était centrée sur la Charte. Pour certains, la Charte et les institutions fédérales qui s'en inspirent essaient d'imposer au Québec une identité canadienne au-dessus de leur identité

québécoise, ne permettant pas alors au Québec d'être la mère patrie du Canada français (Laforest 1992; LaSelva 2009).

Par contre, on se doit de rappeler que le Québec n'a pas l'autorisation constitutionnelle pour représenter les francophones outre-frontières (Trudeau 1967). Les communautés francophones refusent d'abandonner leurs droits linguistiques au profit du Québec (Martel 1997), en partie car ils ont peur de leur place dans un Canada sans le Québec (Frenette 1998). Malgré l'importance attachée au français pour leur identité, les Franco-Ontariens ne militent pas trop en faveur de leurs droits linguistiques pour ne pas indisposer la majorité anglophones et croyant aussi que l'avancement économique passe par le bilinguisme (Frenette 1998). Cette situation mène à une perversion linguistique où l'usage du français chez les Franco-Ontariens est limité, même s'ils préféreraient le parler davantage (Boissonneault 1996). D'ailleurs, il y a une identité bilingue qui s'est développée chez les francophones en Ontario, plus précisément une identité bilingue qui est dominée par l'anglais (Bernard 1998). Cet aspect bilingue des Franco-Ontariens provoque une identification réduite de ce groupe envers le français (Boissonneault 1996). Mais, si le 'nous' est ce que le 'vous' n'est pas (Allport 1924), la balise identitaire des Franco-Ontariens demeure le français. Par conséquent, même si la place du français est restreinte pour les Franco-Ontariens, le français est tout de même une caractéristique collective incontournable de ce groupe.

En somme, cette réflexion démontre qu'il est très difficile de mettre de l'avant une hypothèse uniforme pour répondre à notre question de recherche. Essentiellement, les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens ont des réalités différentes. Comme l'indique Bernard: « Vivre en français en Ontario ne recoupe pas la réalité que vivre en français au Québec » (1988, 39). Mais ils ont déjà eu un passé commun et partagent l'élément le plus important de leur identité. Alors, dans ce contexte, il est fort possible que les deux groupes convergent sur certains éléments politiques mais divergent sur d'autres. Pour avoir une meilleure perspective, une étude approfondie de diverses attitudes politiques permettra de décrire l'unité, ou la division, politique des Franco-Québécois et des Franco-Ontariens.

### **Analyse des résultats**

Comment peut-on déterminer si les attitudes politiques des Franco-Ontariens et des Franco-Québécois sont semblables ou divergentes? Les sources secondaires existantes sont d'une utilité très limitée. D'abord, il est difficile de tirer des conclusions sur la base des résultats électoraux officiels. Il faut trouver des districts électoraux où les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois sont concentrés en grand nombre. C'est certainement simple pour le deuxième groupe. Dans le cas du premier groupe, il faut se limiter à une seule circonscription (Glengarry-Prescott-Russell). Ce n'est pas idéal, puisque ce district ne reflète pas nécessairement l'ensemble des Franco-Ontariens. De plus, ces résultats électoraux nous informent uniquement sur les préférences partisans. En l'occurrence, le district francophone en Ontario a suivi les tendances électorales au Québec des années 1960 jusqu'à 1993. C'est-à-dire les deux groupes votent pour les Libéraux en masse durant la majeure partie de la période avant de se tourner vers les Conservateurs de Mulroney dans les années 1980. Leurs parcours divergent par la suite. Les Franco-Québécois se rangent derrière le Bloc québécois dès 1993, alors que les Franco-Ontariens retournent dans le bercail libéral. Ce genre de données n'offre aucune information sur les points de vue non-partisans des citoyens.

Les enquêtes par sondages pourraient paraître plus prometteuses à cet égard, puisqu'elles mesurent une grande quantité d'opinions et d'attitudes variées. Toutefois, les Franco-Ontariens sont très peu nombreux parmi les échantillons de ces études. Par exemple, ils représentaient seulement une quarantaine d'individus dans la plus récente Étude Électorale Canadienne. Pour avoir un nombre suffisant de Franco-Ontariens permettant des comparaisons valables, il faudrait combiner plusieurs de ces études. Nous avons fusionné les ÉEC de 1965 à 2008. Or, on rencontre alors le problème de la variation des questions (et surtout de leurs formulations) à travers le temps. En bout de ligne, peu de questions identiques sont répétées à maintes reprises. Ainsi, on en revient alors au même problème du départ: devoir se limiter à l'analyse du choix électoral. Cet exercice mène à des conclusions similaires à celles tirées des résultats officiels: domination libérale durant deux décennies au sein des deux groupes, virage vers le Bloc québécois chez les Franco-Québécois depuis les années 1990, tandis que les Franco-Ontariens demeurent au Parti Libéral.

À notre avis, il était absolument essentiel d'amasser de nouvelles données pour répondre adéquatement aux questions qui nous intéressent. On a donc recruté des étudiants universitaires dans divers départements au Québec et en Ontario pour compléter un court questionnaire. Bien que ces deux clientèles ne soient pas forcément représentatives des deux populations à partir desquelles elles sont tirées, elles offrent tout de même d'importantes possibilités pour l'exploration scientifique à faibles coûts. Au total, 791 participants ont pris part à l'étude: 312 en Ontario et 479 au Québec. Certains ont réalisé le sondage en classe sur papier, d'autres l'ont rempli sur un site web.

Des questions furent posées sur une multitude de sujets. Elles furent regroupées par catégories à l'intérieur des Tableaux 1 à 4. Dans chacun des cas, on présente la distribution des réponses parmi les francophones ayant grandi en Ontario, celle parmi les francophones ayant grandi au Québec, ainsi que la signification statistique de la différence entre les distributions des deux groupes. Pour s'assurer que l'écart entre les deux distributions ne soit pas le produit de différences fortuites entre les deux groupes, la signification de chaque écart est calculée par une régression où l'on contrôle pour l'impact de l'âge, du sexe et de l'intérêt envers la politique. Cette dernière variable est nécessaire en raison du fait que davantage d'entrevues furent effectuées auprès d'étudiants de science politique au Québec.

Dans la première portion du Tableau 1, on trouve les sentiments envers trois entités géopolitiques. La province d'origine a un impact significatif sur chacune des trois variables. Sans surprise, les Ontariens sont significativement plus attachés au Canada et à l'Ontario que les Québécois. Alors qu'environ 95% des Ontariens éprouvent des sentiments positifs envers ces deux entités, un peu moins de deux tiers de Québécois partagent ces points de vue. En ce qui a trait au Québec, une large proportion de répondants parmi les deux groupes a des évaluations positives, mais les Québécois sont un peu plus nombreux.

Les évaluations de trois groupes sociaux sont présentées dans la portion au bas du Tableau 1. Aucune différence significative n'apparaît. Les francophones originaires du Québec ont des sentiments légèrement plus favorables des autochtones, des féministes et des minorités raciales que les francophones de l'Ontario. Cependant, les écarts sont minimes et ne peuvent pas être généralisés au-delà de l'échantillon.

Si on se tourne vers les positions sur une série de valeurs fondamentales (Tableau 2), on observe encore une fois de grandes similitudes entre les deux groupes linguistiques. Que l'on parle de la place des femmes, de la responsabilité de l'individu et du système, des bienfaits du capitalisme, ou de l'égalité juridique, les opinions des Franco-Ontariens et des Franco-Québécois sont pratiquement identiques. Une seule distinction ressort significative: l'Ontario est un peu plus ouverte à l'idée de laisser la création d'emplois entièrement au secteur privé.

Les différences significatives sont plus fréquentes auprès des enjeux politiques spécifiques (Tableau 3). Les Franco-Québécois sont davantage en faveur des hôpitaux aux privés, même si une pluralité d'entre eux s'y oppose. Les francophones des deux provinces sont majoritairement favorables à l'avortement et au mariage entre homosexuels, mais ceux du Québec le sont un peu plus. Les deux groupes diffèrent de façon importante en ce qui concerne un dilemme central du fédéralisme canadien: la répartition des pouvoirs entre les divers paliers de gouvernement. Les Ontariens sont enclins à appuyer un gouvernement fédéral fort, tandis que les Québécois défendent farouchement l'idée de donner davantage de pouvoirs aux gouvernements provinciaux. Sur les deux autres enjeux, l'immigration et la criminalité, la distribution des opinions est semblable.

Finalement, le Tableau 4 dévoile les données portant sur les enjeux linguistiques. D'abord, il est clair que les deux groupes possèdent des perspectives divergentes quand à la nature de la différence principale entre les Canadiens et les Québécois. Alors que plusieurs Ontariens pensent qu'aucune différence importante n'existe, très peu de Québécois sont du même avis. Ces derniers sont également deux fois plus nombreux à considérer que la langue distingue les Canadiens des Québécois. Toutefois, les francophones des deux provinces ont des visions similaires d'eux-mêmes. Les proportions identifiant la langue, les valeurs et la culture comme la différence la plus importante entre les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois sont quasiment pareilles.

La deuxième partie du Tableau 4 démontre que les perceptions au sujet de la défense des intérêts des francophones se ressemblent passablement. Tant en Ontario qu'au Québec, les répondants croient que le gouvernement fédéral représente celui qui défend le mieux les intérêts des Franco-Ontariens. Inversement, les deux groupes considèrent que les intérêts des Franco-Québécois sont mieux servis par le gouvernement du Québec. Un écart statistiquement significatif existe pour cette variable, mais il est d'une très faible ampleur.

Sur la question de la défense de la langue française, toutefois, une différence importante d'opinion se manifeste. Le tiers des Ontariens est de l'avis que le gouvernement fédéral fait un meilleur travail pour préserver la langue française. Seulement une poignée de Québécois expriment ce même point de vue. On discerne aussi des opinions contrastantes sur le bilinguisme et le traitement des anglophones au Québec. Les francophones originaires du Québec sont plus pessimistes dans le premier cas, mais plus optimistes dans le second.

Ainsi, les francophones du Québec et de l'Ontario ont des opinions divergentes sur certains sujets, mais similaires sur d'autres. Ils ont des attitudes comparables à propos des groupes sociaux, des valeurs socioéconomiques, ainsi que d'un certain nombre d'enjeux politiques et linguistiques. Cependant, ils se distinguent au niveau des sentiments envers les entités géopolitiques, des positions sur plusieurs enjeux et valeurs politiques, et des perceptions touchant la réalité linguistique au Canada.

Comment peut-on expliquer les écarts d'opinion entre les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois? Est-ce qu'ils sont dus à des différences dans le contexte quotidien vécu par chaque groupe, ou renvoient-ils à des facteurs de longue haleine liés à la socialisation? En d'autres mots, est-ce que transposer un Franco-Québécois en Ontario (ou vice-versa) l'amènerait à adopter les points qui prévalent à cet endroit ou non? Cette question est examinée de deux façons. D'abord, on tente de faire disparaître l'effet de la province d'origine en contrôlant pour un certain nombre de variables contextuelles. Ensuite, on étudie l'impact d'un déménagement d'une province à l'autre.

Le Tableau 5 présente les résultats de 44 analyses de régression.<sup>1</sup> Dans la première colonne, on trouve l'impact de la province d'origine sur chacune des opinions en contrôlant pour l'âge, le sexe et l'intérêt pour la politique. Ces résultats ont déjà servi à identifier la signification statistique des différences d'opinions entre les deux groupes (voir la dernière colonne des Tableaux 1 à 4). Ici, on rapporte la taille du coefficient de régression standardisé.<sup>2</sup> La deuxième colonne affiche l'impact de la province sur chaque opinion lorsque l'on ajoute l'urbanité, la religiosité et l'usage de l'anglais au modèle. Les différences d'opinion observées dans la première colonne pourraient découler du fait que les Ontariens résident davantage dans des régions rurales, sont plus religieux et sont davantage exposés à l'anglais que les Québécois. Si c'était effectivement le cas, les effets deviendraient non-significatifs dans la deuxième colonne.

Un coup d'œil sur le Tableau 5 révèle que seulement trois coefficients perdent leur signification statistique après l'insertion des contrôles additionnels: l'implication gouvernementale dans la création d'emploi (la seule valeur où une différence apparaissait), l'avortement et le mariage gai (deux enjeux qui mettent directement en cause des valeurs fondamentales). Pour ce qui est des neuf autres coefficients significatifs de la première colonne, ils gardent tous ce statut après l'ajout des contrôles supplémentaires. Par ailleurs, non seulement la signification reste intacte, mais l'ampleur de leur effet demeure essentiellement inchangée. Pour tous les sentiments envers les entités géopolitiques et les perceptions linguistiques, les différences subsistent aussi fortement en bout de ligne. Seuls deux enjeux politiques continuent à arborer une différence importante: le soutien aux hôpitaux privés et la répartition des pouvoirs parmi les paliers de gouvernement.

Ainsi, le contexte semble être uniquement en partie responsable des points de vue divergents des Franco-Ontariens et des Franco-Québécois. L'urbanité, la religiosité et l'exposition à l'anglais expliquent les écarts d'opinion pour certaines valeurs et enjeux politiques. Toutefois, en ce qui a trait aux réactions à l'égard des entités géopolitiques et des enjeux linguistiques, les différences s'avèrent fermes.

Est-ce que l'émigration nous éclaire sur ce sujet? Est-ce que les individus qui quittent une province pour s'établir dans l'autre subissent une transformation de leur perspective? Abandonnent-ils celle qui domine dans leur province d'origine pour embrasser celle qui prévaut

---

<sup>1</sup> Puisqu'aucune des variables dépendantes n'est dichotomique ou ordinale, on a recours à la méthode des moindres carrés ordinaires. Les opinions sur la principale différence entre les Canadiens et le Québécois et les opinions sur la principale différence entre les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois sont exclues.

<sup>2</sup> Compte tenu que les Franco-Québécois constituent la catégorie référence, chaque coefficient indique l'effet d'être originaire de l'Ontario.

dans la province d'accueil? Malgré le fait que les origines ont une énorme influence sur les individus, l'environnement actuel des gens peut aussi grandement impacter leurs comportements et leurs opinions (voir Almond & Verba 1965; Butler & Stokes 1975; Huckfeldt & Sprague 1995). Green et collègues (2002) indiquent clairement que la mobilité, le fait de déménager à un nouveau territoire, peut changer les individus.

Dans notre cas, on peut seulement examiner les déplacements dans une direction. Il n'y pas suffisamment d'Ontariens qui ont émigré au Québec dans notre échantillon. On peut seulement porter un regard sur l'influence d'un passage du Québec vers l'Ontario. 57 francophones résidant en Ontario sont issus du Québec. Un bémol doit être signalé. Même si un impact est détecté, ceci ne veut pas nécessairement dire que l'émigration en est la cause. Il y a possiblement un effet de sélection. Les Franco-Québécois qui choisissent de déménager possèdent peut-être dès le départ des opinions différentes de celles des autres Franco-Québécois et similaires à celles des Franco-Ontariens.

Le Tableau 6 divulgue les résultats de régressions qui comparent trois groupes: les francophones originaires de l'Ontario, les francophones originaires du Québec qui résident présentement en Ontario, et les francophones natifs et résidants du Québec (ces derniers représentent la catégorie référence). Également présents dans le modèle sont les contrôles pour l'âge, le sexe, l'intérêt pour la politique, l'urbanité, la religiosité et l'usage de l'anglais. Pour évaluer les opinions des émigrants, il faut comparer chaque paire de coefficients sur une même rangée. Si les deux coefficients sont équivalents, alors ceux qui se sont installés en Ontario ressemblent beaucoup aux Ontariens. Si les coefficients de la première colonne se rapprochent de zéro, alors les opinions des émigrants sont encore semblables à celles des Franco-Québécois.

Des onze attitudes sur lesquelles les Ontariens d'origine se distinguent significativement des Franco-Québécois, on rencontre seulement quatre effets significatifs dans la même direction parmi les Québécois relocalisés. Ces quatre coefficients concordants de la première colonne sont les suivants: sentiments envers l'Ontario, approche à la criminalité, support des hôpitaux privés et la promotion du bilinguisme. Dans chacun de ces cas, l'impact est plus faible chez les émigrants que chez les Ontariens d'origine: parfois beaucoup plus faible (évaluations de l'Ontario), parfois légèrement plus faible (virage sur la criminalité). Pour les sept autres variables où les Ontariens de source différent, les Ontariens d'adoption ne se démarquent pas significativement des Québécois. Donc, la plupart du temps, le fait d'avoir déménager en Ontario ne s'est pas traduit par une modification profonde des opinions.

Est-ce que passer plus de temps en Ontario est capital? Est-ce que les opinions des gens qui y sont établis depuis une plus longue période se sont modifiées davantage? Le Tableau 7 répète l'exercice en tenant compte de la durée de résidence en Ontario. La réponse est simple. Même les francophones originaires du Québec qui habitent depuis plus longtemps en Ontario ne ressemblent pas davantage aux Franco-Ontariens. Un seul effet significatif émerge parmi les Québécois qui sont établis en Ontario depuis plus de cinq ans.

## **Conclusion**

Lorsque l'on fait face à deux groupes qui parlent la même langue, qui ont un passé lointain commun, qui occupent deux territoires adjacents et qui ont vécu des développements distincts au

cours des dernières décennies, leurs perspectives devraient-elles se ressembler ou non? Cette étude visait spécifiquement à déterminer si les attitudes politiques des Franco-Ontariens et des Franco-Québécois sont similaires ou différentes.

On a observé que les francophones du Québec et de l'Ontario possèdent les mêmes opinions sur un grand nombre de sujets, surtout si l'on contrôle pour l'influence de diverses variables contextuelles. Leurs sentiments envers des groupes sociaux, leurs valeurs sociopolitiques fondamentales et leurs positions sur plusieurs enjeux politiques sont comparables. Les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois ont des évaluations identiques des autochtones, des féministes et des minorités raciales. Les points de vue qu'ils expriment à l'égard du rôle des femmes, de la libre-entreprise, de l'intervention gouvernementale et de l'égalité juridique sont aussi analogues. Ils partagent également des visions concordantes sur l'immigration, la criminalité, l'avortement et le mariage entre homosexuels.

Cependant, des différences ont été identifiées entre les deux groupes parmi trois catégories d'attitude: les sentiments envers les entités géopolitiques, les opinions sur deux enjeux politiques et les positions sur plusieurs enjeux linguistiques. Les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens ont des appréciations distinctes du Canada, de l'Ontario et du Québec. Leurs préférences divergent quant à la privatisation des soins de santé et la distribution des pouvoirs entre les paliers fédéraux. Et ils perçoivent différemment la distinction principale entre les Québécois et les Canadiens, la promotion du bilinguisme, le traitement des minorités linguistiques, la défense des intérêts des Franco-Ontariens et la défense de la langue française. Ces différences d'opinion ne sont pas dues à des écarts d'urbanité, de religiosité ou d'exposition à l'anglais entre les deux groupes de francophones. Plutôt, elles semblent avoir un lien avec des réalités politiques et linguistiques différentes; possiblement parce qu'un groupe constitue une majorité linguistique provinciale alors que l'autre se retrouve dans la situation inverse.

Par contre, on ne peut pas se prononcer avec certitude sur l'origine de ces différences d'opinion qui subsistent fermement. Néanmoins, il apparaît évident qu'elles ne sont pas simplement attribuables à une réalité ponctuelle liée à la résidence dans les deux provinces. Si un individu est transposé d'un territoire à l'autre, sa perspective en sera un peu altérée dans la direction de celle de la terre d'accueil, mais seulement un peu. Les distinctions entre les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois doivent renvoyer à des facteurs de plus long-terme, comme l'histoire particulière ou la socialisation de chaque groupe, si ce n'est pas les gènes.

Le fait que l'étude portait sur des étudiants universitaires affecte-t-elle la capacité de généraliser les conclusions à l'ensemble de la population de ces deux provinces? La distribution des opinions sur chaque question est fort probablement différente de ce que l'on trouverait parmi l'électorat plus âgé et moins scolarisé. Cela va de soi. Mais devrait-on penser que les écarts entre les deux groupes seraient plus amples ou moins amples auprès des véritables populations? Ceci est la question clé. Et la réponse n'est pas évidente. Par exemple, si la distance entre les francophones s'est affaiblie durant les derniers temps alors que le Québec s'est rapproché des francophones hors Québec (McRoberts 2003), alors un échantillon de jeunes étudiants pourrait fournir une sous-estimation des écarts réels entre les Franco-Ontariens et les Franco-Québécois. On peut continuer à spéculer ainsi. Toutefois, il serait nettement préférable pour obtenir une réponse claire de reproduire le type d'analyse réalisée ici sur des échantillons plus représentatifs.

Somme toute, notre étude indique que les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens représentent deux groupes relativement similaires dont certaines attitudes politiques sont divergentes. En autres mots, ils sont ni complètement unis par la langue, ni entièrement séparés par le territoire et l'histoire.

## Références

Allport, Floyd Henry. 1924. *Social psychology*. New York: Houghton Mifflin.

Almond, Gabriel & Sydney Verba. 1965. *The civic culture: Political attitudes and democracy in five nations*. Toronto: Little Brown.

Bernard, Roger. 1998. *Le Canada français: entre mythe et utopie*. Hearst: Le Nordir.

Bernard, Roger. 1988. *De Québécois à Ontariens: La communauté franco-ontarienne*. Hearst: Le Nordir.

Blais, André. 2005. « Accounting for the electoral success of the Liberal Party in Canada: Presidential address to the Canadian Political Science Association. » *Canadian Journal of Political Science* 38 (4): 821-840.

Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau, & Neil Nevitte. 2002. *Anatomy of a liberal victory: Making sense of the vote in the 2000 canadian election*. Peterborough: Broadview Press.

Bock-Côté, Mathieu. 2007. *La dénationalisation tranquille: mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec postréférendaire*. Montréal: Boréal.

Boissonneault, Julie. 1996 « Bilingue/francophone, Franco-Ontarien/Canadien français: choix des marques d'identification chez les étudiants francophones. » *Revue du Nouvel-Ontario* 20: 173-193.

Butler, David & Donald Stokes. 1975. *Political change in Britain: The evolution of electoral choice*. New York: St-Martin's Press.

Cardinal, Linda. 1994. « Ruptures et fragmentations de l'identité francophone en milieu minoritaire. Un bilan critique. » *Sociologie et sociétés* 26 (1): 71-86.

Chaput-Rolland, Solange. 1990. « La Loi sur les langues officielles et le nouveau visage du Canada. » Dans Noël Corbett (dir.), *Langue et identité: Le français et les francophones d'Amérique du Nord*. Québec: Presses de l'Université Laval.

Conover, Pamela Johnston. 1984. « The influence of group identifications on political perception and evaluation. » *The Journal of Politics* 46 (03): 760-785.

Fafard, Patrick, François Rocher & Catherine Côté. 2010. « The presence (or lack thereof) of a federal culture in Canada: The views of Canadians. » *Regional and Federal Studies* 20 (1): 19-

43.

Frenette, Yves. 1998. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal: Boréal.

Gagnon, Alain-G. 2006a. « Le fédéralisme asymétrique au Canada ». Dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain: fondements, traditions, institutions*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Gagnon, Alain-G. 2006b. « Regards croisés sur le fédéralisme canadien ». Dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain: fondements, traditions, institutions*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Gagnon, Alain G. & Raffaele Iacovino. 2006. *Federalism, citizenship, and Quebec: Debating multinationalism*. Toronto: University of Toronto Press.

Gauthier, Hubert. 1990. « Avenir des francophones hors Québec. ». Dans Noël Corbett, *Langue et identité: Le français et les francophones d'Amérique du Nord*. Québec: Presses de l'Université Laval.

Gidengil, Elisabeth, Patrick Fournier, Joanna Everitt, Neil Nevitte & André Blais. 2009. « The anatomy of a liberal defeat. » *Communication présentée à la conférence annuelle de l'Association Canadienne de Science Politique*. Ottawa: May.

Gidengil, Elisabeth, Patrick Fournier, Joanna Everitt & Neil Nevitte. 2006. « Back to the future? Making sense of the 2004 canadian election outside Quebec. » *Canadian Journal of Political Science* 39 (01): 1-25.

Green, Donald, Bradley Palmquist & Eric Schickler. 2002. *Partisan hearts: Political parties and the social identities of voters*. New Haven: Yale University Press.

Grisé, Yolande. 1982. « Ontarois: une prise de parole. » *Revue du Nouvel-Ontario* 4 : 81-88.

Horowitz, Donald L. 1985. *Ethnic groups in conflict*. Berkeley: University of California Press.

Huckfeldt, Robert & John Sprague. 1995. *Citizens, politics, and social communication*. New York: Cambridge University Press.

Irvine, William P. & H. Gold. 1980. « Do frozen cleavages ever go stale? The bases of the canadian and australian party systems. » *British Journal of Political Science* 10 (02): 187-218.

Johnston, Richard, André Blais, Henry E. Brady & Jean Crête. 1992. *Letting the people decide: Dynamics of a canadian election*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Juteau-Lee, Danielle & Jean Lapointe. 1983. « From French Canadians to Franco-Ontarians and Ontarois: New boundaries, new identities. » Dans Jean Leonard Elliott (dir.), *Two nations, many cultures*. Scarborough: Prentice-Hall Canada.

Juteau-Lee, Danielle & Jean Lapointe. 1976. « Identité culturelle et identité structurelle dans l'Ontario francophone: Analyse d'une transition. » Dans Alain Baudot, Jean-Claude Jaubert & Ronald Sabourin (dir.), *Identité culturelle et francophonie dans les Amériques (III)*. Toronto: Colloque tenu au Collège Glendon de l'Université York, 2 au 5 juin.

Karmis, Dimitrios & Alain G. Gagnon. 2001. « Federalism, federation and collective identities in Canada and Belgium. » Dans Alain G. Gagnon & James Tully (dir.), *Multinational democracies*. Cambridge: Cambridge University Press.

Laforest, Guy. 1992. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*. Sillery: Septentrion.

Laponce, Jean A. 1972. « Post-dicting electoral cleavages in canadian federal elections, 1959-68: Material for a footnote. » *Canadian Journal of Political Science* 5 (2): 270-286.

Laselva, Samuel V. 2009. « Understanding Canada's origins: Federalism, multiculturalism, and the will to live together. » Dans James P. Bickerton & Alain-G. Gagnon (dir.), *Canadian Politics* (cinquième édition). Peterborough: Broadview Press.

LaSelva, Samuel V. 1996. *The moral foundations of canadian federalism: Paradoxes, achievements, and tragedies of nationhood*. Montréal: McGill-Queen's University Press.

Layman, Geoffrey. 2001. *The great divide: Religious and cultural conflict in american party politics*. New York: Columbia University Press.

Lévesque, René. 1968 *Option Québec*. Montréal: Éditions de l'homme.

Lipset, Seymour. 1990. *Continental divide: the values and institutions of the United States and Canada*. New York: Routledge.

Martel, Marcel. 1997. *Le Deuil d'un pays imaginé. Rêves, luttes et déroutes du Canada français. Les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*. Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Maclure, Jocelyn. 2000. *Récits identitaires: le Québec à l'épreuve du pluralisme*. Montréal: Québec/Amérique.

McRoberts, Kenneth. 2003. « Conceiving diversity: Dualism, multiculturalism, and multinationalism. Dans Francois Rocher & Miriam Smith (dir.), *New trends in canadian federalism* (deuxième édition). Peterborough: Broadview Press.

McRoberts, Kenneth. 1997. *Misconceiving Canada: The struggle for national unity*. Toronto: Oxford University Press.

Meisel, John. 1956. « Religious affiliation and electoral behaviour: A case study. » *Canadian Journal of Economics and Political Science* 22 (4): 481-496.

Meisel, John. 1973. *Working papers on canadian politics*. Montreal: McGill-Queen's University

Press.

Miller, Warren E. & J. Merrill Shanks. 1996. *The new american voter*. Cambridge: Harvard University Press.

Nevitte, Neil, André Blais, Elisabeth Gidengil & Richard Nadeau. 2000. *An unsteady state: The 1997 canadian federal election*. Toronto: Oxford University Press.

Noël, Alain. 2009. « La trajectoire sociale des années 2000. » *Communication présentée au Colloque du 50e anniversaire de Recherches sociographiques sur les défis du Québec*. Québec: Université Laval, 29 octobre.

Noël, Alain. 2010. « Quebec. » Dans John C. Courtney & David E. Smith (dir.), *Oxford Handbook of Canadian Politics*. New York: Oxford University Press.

Page, Benjamin I. & Calvin C. Jones. 1979. « Reciprocal effects of policy preferences, party loyalties and the vote. » *The American Political Science Review* 73 (4): 1071-1089.

Regenstreif, Samuel P. 1963. *The Liberal Party of Canada: A political analysis*. PhD Thesis: Cornell University.

Robert, Jean-Claude. 1975. *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*. Paris : Flammarion.

Russell, Peter H. 2004. *Constitutional odyssey: Can Canadians become a sovereign people?* (Troisième édition). Toronto: University of Toronto Press.

Savard, Pierre. 1993. « Relations avec le Québec. » Dans Cornélius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*. Ottawa: Publications de l'Université d'Ottawa.

Seymour, Michel. 2001. « L'État fédéré du Québec. » Dans Jocelyn Maclure & Alain G. Gagnon (dir.), *Repères en mutation: identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*. Montréal, Québec/Amérique.

Trudeau, Pierre Elliott. 1967. *Le fédéralisme et la société canadienne française*. Montréal: Hurtubise HMH.

Wilcox, Clyde, Ted. G. Jelen & David C. Legee. 1993. « Religious group identifications: Toward a cognitive theory of religious mobilization. » In David C. Legee & Lyman A. Kellstedt (dir.), *Rediscovering the religious factor in american politics*. Armonk: M.E. Sharpe.

Woerhrling, José. 2006. « Les conséquences de l'application de la Charte canadienne des droits et libertés pour la vie politique et démocratique et l'équilibre du système fédéral. » Dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain: fondements, traditions, institutions*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

**Tableau 1: Évaluations d'entités géopolitiques et de groupes (province d'origine)**

	Ontario	Québec	Signification ( <i>t</i> )
Sentiment envers le Canada			8,65**
Positif	94,8	66,3	
Négatif	5,1	33,7	
Sentiment envers le Ontario			11,46**
Positif	93,4	60,5	
Négatif	6,6	39,5	
Sentiment envers le Québec			3,33**
Positif	80,0	89,1	
Négatif	20,0	10,8	
Sentiment envers les autochtones			0,49
Positif	77,3	80,6	
Négatif	22,7	19,4	
Sentiment envers les féministes			0,41
Positif	82,3	89,3	
Négatif	17,7	10,6	
Sentiment envers les minorités raciales			0,41
Positif	85,5	91,4	
Négatif	14,5	8,6	
Nombre de cas	157	434	

Les nombres dans deux premières colonnes sont des pourcentages. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 2: Valeurs sociales, économiques et politiques (province d'origine)**

	Ontario	Québec	Signification ( <i>t</i> )
Plus de femmes devraient rester à la maison avec leurs enfants.			0,32
D'accord	11,2	10,4	
Désaccord	88,8	89,5	
Ceux qui ne réussissent pas devraient se blâmer eux-mêmes, pas le système.			0,70
D'accord	48,4	43,1	
Désaccord	51,7	56,9	
Quand les entreprises font beaucoup d'argent, tout le monde y gagne, y compris les pauvres.			0,63
D'accord	18,7	15,3	
Désaccord	81,3	84,7	
Nous avons été trop loin dans la promotion de l'égalité des droits.			0,39
D'accord	17,9	10,2	
Désaccord	82,2	89,9	
Le gouvernement devrait laisser au secteur privé la responsabilité de créer des emplois.			1,91*
D'accord	25,0	13,3	
Désaccord	75,0	86,7	
Nombre de cas	157	434	

Les nombres dans deux premières colonnes sont des pourcentages. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 3: Opinions sur des enjeux politiques (province d'origine)**

	Ontario	Québec	Signification ( <i>t</i> )
Combien d'immigrants le Canada devrait-il admettre?			0,53
Plus que maintenant	13,5	17,1	
Moins que maintenant	27,1	16,9	
Nous devrions prendre un virage plus sévère envers la criminalité.			1,40
D'accord	61,2	59,3	
Désaccord	38,8	40,7	
Que pensez-vous des hôpitaux privés au Canada?			2,53**
Pour	18,2	38,0	
Contre	35,1	41,9	
Comment devrait être l'accès pour une femme à un avortement?			3,72**
Facile	78,0	91,9	
Difficile	21,9	8,2	
Que pensez-vous du mariage entre personnes de même sexe?			2,09**
Pour	74,2	87,3	
Contre	9,0	4,4	
Que préférez-vous?			7,10**
Un gouvernement fédéral fort	32,9	11,3	
Plus de pouvoirs aux gouv. provinciaux	23,9	62,3	
Nombre de cas	157	434	

Les nombres dans deux premières colonnes sont des pourcentages. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 4: Opinions sur des enjeux linguistiques (province d'origine)**

	Ontario	Québec	Signification ( <i>t</i> )
Quelle est la plus importante différence entre les Québécois et les Canadiens?			8,12**
La langue	30,0	62,8	
Les valeurs	0,0	0,2	
La culture	38,6	32,1	
Il n'y a pas de différence importante	31,4	4,8	
Quelle est la plus importante différence entre les Franco-Québécois et les Franco-Ontariens?			0,56
La langue	22,1	17,6	
Les valeurs	23,6	21,7	
La culture	30,0	41,5	
Il n'y a pas de différence importante	24,3	19,2	
Nous avons été trop loin dans la promotion du bilinguisme au Canada.			4,81**
D'accord	10,5	20,0	
Désaccord	89,6	79,9	
Les anglophones au Québec sont mieux traités que les francophones ailleurs au Canada.			6,18**
D'accord	47,0	75,9	
Désaccord	53,0	24,1	
Qui considérez-vous défend le mieux la langue française au Canada?			8,19**
Le gouvernement du Canada	29,3	4,7	
Le gouvernement du Québec	70,7	95,3	
Qui considérez-vous défend le mieux les intérêts des Franco-Ontariens?			0,01
Le gouvernement du Canada	80,3	76,4	
Le gouvernement du Québec	19,7	23,6	
Qui considérez-vous défend le mieux les intérêts des Franco-Québécois?			2,67**
Le gouvernement du Canada	10,6	3,6	
Le gouvernement du Québec	89,4	96,4	
Nombre de cas	157	434	

Les nombres dans deux premières colonnes sont des pourcentages. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 5: L'influence de la province d'origine**

	Contrôle minimaux	Plus l'urbanité, la religiosité et l'usage de l'anglais
Sentiments envers le Canada	0,35**	0,26**
Sentiments envers le Ontario	0,46**	0,41**
Sentiments envers le Québec	-0,15**	-0,16**
Sentiments envers les autochtones	0,02	0,05
Sentiments envers les féministes	0,02	0,09*
Sentiments envers les minorités raciales	0,02	0,04
Plus de femmes devraient rester à la maison.	0,01	0,04
Ceux qui ne réussissent pas devraient se blâmer eux-mêmes.	0,03	0,06
Quand les entreprises font beaucoup d'argent, tout le monde y gagne.	-0,03	-0,02
Nous avons été trop loin dans la promotion de l'égalité des droits.	0,02	0,02
Le gouvernement devrait laisser au secteur privé la responsabilité de créer des emplois.	-0,09*	-0,01
Combien d'immigrants devrait-on admettre?	0,02	0,03
Nous devrions prendre un virage plus sévère envers la criminalité.	0,06	0,09*
Que pensez-vous des hôpitaux privés?	0,12**	0,14**
Comment devrait être l'accès à un avortement?	0,16**	0,07
Que pensez-vous du mariage entre personnes de même sexe?	0,09**	-0,01
Que préférez-vous? Fédéral vs provincial?	-0,31**	-0,26**
Nous avons été trop loin dans la promotion du bilinguisme.	0,22**	0,22**
Les anglophones au Québec sont mieux traités que les francophones ailleurs au Canada.	0,28**	0,24**
Qui défend le mieux la langue française?	-0,36**	-0,32**
Qui défend le mieux les Franco-Ontariens?	0,00	0,01
Qui défend le mieux les Franco-Québécois?	-0,12**	-0,08*

Les nombres sont des coefficients standardisés OLS. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 6: L'influence de l'émigration**

	Québécois d'origine résidants en Ontario	Ontariens d'origine
Sentiments envers le Canada	0,03	0,27**
Sentiments envers le Ontario	0,07*	0,42**
Sentiments envers le Québec	0,00	-0,16**
Sentiments envers les autochtones	0,07	0,07
Sentiments envers les féministes	0,02	0,09*
Sentiments envers les minorités raciales	0,00	0,04
Plus de femmes devraient rester à la maison.	0,06	0,06
Ceux qui ne réussissent pas devraient se blâmer eux-mêmes.	0,09**	0,09
Quand les entreprises font beaucoup d'argent, tout le monde y gagne.	0,08*	0,00
Nous avons été trop loin dans la promotion de l'égalité des droits.	0,01	0,03
Le gouvernement devrait laisser au secteur privé la responsabilité de créer des emplois.	0,04	0,01
Combien d'immigrants devrait-on admettre?	-0,03	0,02
Nous devrions prendre un virage plus sévère envers la criminalité.	0,09**	0,11**
Que pensez-vous des hôpitaux privés?	0,09**	0,16**
Comment devrait être l'accès à un avortement?	0,04	0,08*
Que pensez-vous du mariage entre personnes de même sexe?	-0,03	-0,02
Que préférez-vous? Fédéral vs provincial?	-0,02	-0,26**
Nous avons été trop loin dans la promotion du bilinguisme.	0,14**	0,26**
Les anglophones au Québec sont mieux traités que les francophones ailleurs au Canada.	-0,10**	0,21**
Qui défend le mieux la langue française?	-0,01	-0,32**
Qui défend le mieux les Franco-Ontariens?	0,09*	0,03
Qui défend le mieux les Franco-Québécois?	-0,01	-0,09

Les nombres sont des coefficients standardisés. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10

**Tableau 7: L'influence de l'émigration et de la durée de résidence**

	Québécois d'origine qui résident en Ontario		Ontariens d'origine
	- de 5 ans	+ de 5 ans	
Sentiments envers le Canada	0,03	0,05	0,28**
Sentiments envers le Ontario	0,07*	0,02	0,43**
Sentiments envers le Québec	0,00	0,00	-0,17**
Sentiments envers les autochtones	0,05	0,01	0,06
Sentiments envers les féministes	-0,03	0,04	0,10*
Sentiments envers les minorités raciales	-0,02	0,01	0,04
Plus de femmes devraient rester à la maison.	0,01	0,04	0,06
Ceux qui ne réussissent pas devraient se blâmer eux-mêmes.	0,07*	-0,01	0,09
Quand les entreprises font beaucoup d'argent, tout le monde y gagne.	0,08*	0,03	0,00
Nous avons été trop loin dans la promotion de l'égalité des droits.	-0,01	-0,01	0,02
Le gouvernement devrait laisser au secteur privé la responsabilité de créer des emplois.	0,08*	-0,06	-0,01
Combien d'immigrants devrait-on admettre?	-0,01	-0,06	0,01
Nous devrions prendre un virage plus sévère envers la criminalité.	0,08*	0,04	0,11**
Que pensez-vous des hôpitaux privés?	0,06	0,05	0,16**
Comment devrait être l'accès à un avortement?	0,04	0,04	0,09*
Que pensez-vous du mariage entre personnes de même sexe?	0,02	-0,06	-0,02
Que préférez-vous? Fédéral vs provincial?	-0,02	-0,01	-0,25**
Nous avons été trop loin dans la promotion du bilinguisme.	0,12**	0,07*	0,26**
Les anglophones au Québec sont mieux traités que les francophones ailleurs au Canada.	-0,09**	-0,05	0,22**
Qui défend le mieux la langue française?	0,03	-0,06	-0,32**
Qui défend le mieux les Franco-Ontariens?	0,09**	0,03	0,03
Qui défend le mieux les Franco-Québécois?	0,00	-0,04	-0,09

Les nombres sont des coefficients standardisés. \*\* significatif à .05; \* significatif à .10